

# UNIVERSITÉS

## La bataille des savoirs

L'université est en colère. Cette colère s'exprime face aux plans Pécresse qui, au travers de l'organisation de la pénurie de financements publics, veulent soumettre l'enseignement supérieur français à un contrôle des recherches par les pouvoirs politiques et privés. Un modèle inefficace et injuste. Après le discours scandaleux de Nicolas Sarkozy sur *la recherche et l'innovation* du 22 janvier, la volonté de mise sous tutelle de ce gouvernement de la recherche et de l'université au profit d'intérêts privés pose la question de l'avenir de nos sociétés.

### Université, recherche, savoirs : l'impasse libérale

Après le 5 février, les enseignants-chercheurs, les personnels universitaires, les étudiants sont de nouveau dans la rue pour exprimer leur colère et leur volonté d'autres choix. Ils ont raison.

Les attaques du gouvernement contre l'Université, rejoignent celles contre les IUFM ou l'école. Nicolas Sarkozy et ses Ministres maltraitent la recherche et la transmission des savoirs quand le devenir de nos sociétés appelle leur développement. La production de connaissances devrait être partagée et mise au service du développement de la société plutôt qu'orientée vers les entreprises pour le profit le plus rapide dans le temps le plus court. La coopération et l'échange pour un haut niveau de culture commune devrait être la règle plutôt que la concurrence, l'arbitraire et la compétition pour dégager une élite restreinte et des lieux d'excellence.

Le Parti communiste français soutient le retrait immédiat de la Loi Pécresse et propose un grand débat national sur les questions des savoirs et de la recherche.

### Europe : d'autres choix!

Ces attaques ne sont pas isolées. Elles s'appuient sur le **Traité européen de Lisbonne** qui évoque une économie de la connaissance. Le Parti communiste y oppose la liberté de la recherche fondamentale et une conception de la connaissance en faveur du développement et de l'épanouissement des hommes et des femmes. Alors que Lisbonne 2 se prépare, il y a besoin aussi à l'échelle de l'Europe, d'autres orientations et d'autres choix que ceux de la concurrence entre les territoires, les universités, les chercheurs ou de la privatisation des connaissances par les brevets.

### Une autre logique pour l'Université

Nous avons besoin d'une autre politique. Le véritable enjeu : permettre à tous d'accéder au plus haut niveau de culture et de qualification. Ce n'est pas qu'une question de justice mais aussi d'efficacité et de démocratie, pour nous permettre de relever les défis majeurs de ce siècle, scientifiques, économiques et citoyens. C'est le sens des propositions du PCF.

- Abrogation de la loi LRU et débat national sur l'Université
- Un plan d'investissement massif dans la recherche publique et l'Université ainsi qu'une politique de revalorisation du métier d'enseignant-chercheur et le maintien du statut.
- Un système d'allocations et des nouveaux droits pour les étudiants, concernant le logement par exemple.
- Réussir les deux paris de la démocratisation et de la réussite : en diversifiant les formations, par un cadre de reconnaissance nationale et européen des diplômes nécessitant coopération et non concurrence des établissements universitaires; en créant les conditions d'une démocratie participative et une citoyenneté active à l'Université.

« A l'heure où l'économie réelle a besoin d'avenir, aux dires même du Président de la République, la politique à courte vue de coupes claires, sans discernement dans la recherche et l'enseignement supérieur est suicidaire. »

**Albert Fert,**

prix Nobel de physique 2007

*Extrait de sa tribune cosignée en réaction au discours de Nicolas Sarkozy sur la recherche*



**Contact : WWW.PCF.FR**

# UNIVERSITÉS

## Grève magistrale

### De la LRU aux mesures actuelles

Il y a un an, l'UEC demandait l'abrogation de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) pour trois raisons principales :

- La soumission de nos universités aux intérêts privés découlant de l'autonomie financière accordée par la loi.
- La gestion des facs sur le modèle de l'entreprise basée notamment sur le fait que le président détient à présent tous les pouvoirs.
- Les attaques contre le statut d'enseignant-chercheur avec en particulier la possibilité d'embauche massive de contractuels.

**Le 5 février, une première mobilisation réussie !**

**Les étudiants et enseignants-chercheurs étaient notamment**

**10 000 à Paris,**

**8000 à Lyon,**

**6 000 à Toulouse,**

**5 000 à Marseille,**

**4 000 Bordeaux et Rennes,**

**3 000 à Lille,**

**2 000 à Strasbourg et Montpellier,**

**1 500 à Aix,**

**1 000 à Nantes,**

**Saint-Étienne,**

**Orléans et Avignon**

...

Les mesures contre lesquelles nous nous mobilisons aujourd'hui sont dans la droite ligne de cette loi : le gouvernement veut faire précisément passer en force un décret remettant profondément en cause le statut d'enseignant-chercheur.

Les conséquences pour les étudiants sont très lourdes ! Avec leur statut actuel, les enseignants-chercheurs ont deux mi-temps, l'un d'enseignement, l'autre de recherche. Cette réforme casse l'équilibre : un universitaire dont les recherches ne rapporteront pas assez de financements à court terme sera privé d'une partie de son temps de recherche et fera plus de cours. Ainsi, cette réforme fait de l'enseignement une punition, et coupe les enseignements de la recherche : certains profs crouleront sous les cours, démotivés, les autres feront de la recherche sans enseigner, donc sans former les étudiants à la recherche. Ni les étudiants, ni la Recherche n'ont à y gagner.

Les autres projets du gouvernement ne sont pas plus honorables : suppression de 900 postes, dégradation de la formation des enseignants avec la masterisation des concours et la suppression des IUFM, financement des universités à la performance, multiplication des bourses au mérite à la place de celles sur critères sociaux. Et cette liste n'est pas exhaustive ! Par exemple, de sérieuses menaces pèsent également sur les CROUS. Cette politique qui s'attaque au service public d'enseignement supérieur aura des répercussions sur toute la société. Ensemble, nous devons nous mobiliser !

**(étudiants) + (salariés) = (solidarité)<sup>2</sup>**

Les projets du ministère sont d'autant plus une provocation pour toute la communauté universitaire que le pays est plongé dans une crise de grande ampleur. 2,5 millions de salariés exprimaient le 29 janvier leur colère contre un pouvoir qui donne toujours plus aux plus riches. Contrairement aux milliards que le gouvernement met à disposition de quelques banques, il n'a rien d'autre à offrir aux étudiants et aux enseignants qu'une nouvelle attaque contre leurs conditions de vie. Ensemble, il nous faut construire de vraies réponses : sécuriser l'emploi, relever notre pouvoir d'achat, relancer l'investissement public (dans l'Éducation en particulier) et contrôler et réorienter le crédit bancaire.



**Plus d'infos sur [www.etudiants-communistes.org](http://www.etudiants-communistes.org) !**